

La mendicité à Bruxelles

La mendicité est un phénomène qui fait partie du quotidien de tous les Bruxellois. Difficile de prendre un métro, d'aller dans un supermarché ou simplement de se promener en rue sans croiser des personnes sans abri, vendeurs de fleurs ou de gadgets lumineux. Les clichés sur ces personnes sont presque aussi nombreux : elles seraient fainéantes, exploitées par des réseaux, voleuses, incapables ou, à l'inverse, laissées pour compte, sans possibilité de trouver un soutien légal.

Nous avons voulu explorer ce phénomène plus en profondeur, pour rencontrer la réalité de la vie de la rue à l'aide de trois ressources. Tout d'abord nous avons plongé dans le rapport 2010 de l'Observatoire de la santé et du social, et plus particulièrement sur le rapport concernant les sans-abri [1]. Ensuite, nous avons utilisé une étude universitaire publiée cet été dans la revue *Urban Studies*, et portant sur les revenus de la mendicité à Bruxelles. Enfin, nous sommes partis à la rencontre du coordinateur de l'ASBL Diogène, travaillant dans la rue avec ses habitants et tentant de recréer avec eux un projet de vie hors de la précarité.

Les chiffres de la pauvreté à Bruxelles

La presse a fait grand cas de la publication du rapport bisannuel de l'Observatoire de la santé et du social. Il faut dire que le rapport présente des constats qui font peur. Parmi les chiffres retenus dans la presse, citons le fait que plus d'un Bruxellois sur quatre vit sous le seuil de «risque de pauvreté» évalué à 899€ par mois pour un isolé, le taux d'emploi le plus faible du pays avec 55,1%, et le fait que le nombre de chômeurs augmente toujours à Bruxelles, avec 9000 chômeurs de plus entre les mois de septembre 2009 et 2010. Ainsi, près d'un tiers des enfants bruxellois naissent dans une famille sans revenu du travail. On retiendra aussi l'augmentation des inégalités au sein de la Région, et l'augmentation incessante des

loyers, poussant une partie de plus en plus importante des habitants à consacrer plus de la moitié de leurs revenus à leur logement. Le cahier sur «vivre sans chez soi à Bruxelles» qui accompagne le rapport nous parle de la vie des sans-abri, qualifiés de «*sommet de l'iceberg*» de la pauvreté. Ce cahier est le fruit d'un travail participatif, qui a réuni de nombreux acteurs de la rue, des sans-abri eux-mêmes au secteur de l'aide sociale.

Ce rapport nous donne ainsi une vue d'ensemble sur la vie en rue. Le départ est souvent multicausal : problèmes multiples qui s'entremêlent, la précarité rendant les solutions de plus en plus compliquées et inaccessibles. Une fois dans la rue, on sera alors plongé dans les difficultés administratives supplémentaires. Les trajectoires de vie amènent petit petit à laisser tomber et perdre tout désir

ou espoir de sortir de la précarité la plus extrême. Si on tient compte des problèmes psychologiques graves qui accompagnent souvent les problèmes financiers ou techniques, on comprendra le sentiment d'inextricabilité de la situation.

De nombreuses initiatives existent néanmoins, même si elles sont forcément toujours en manque cruel de moyens face à la situation actuelle. Difficulté d'accès, manque de politique transversale, manque d'originalité dans les services ou encore manque de suivi individualisé : les manques mis en avant par le rapport sont légions. Néanmoins, le secteur est actif et imaginaire, comme en témoigne l'entretien avec Laurent Demoulin que nous avons réalisé. On trouvera dans le rapport une longue série d'initiatives et de services visant à aider les sans-abri.



Une tentative d'estimation des revenus de la mendicité à Bruxelles

Dans un article paru dans la revue «*Urban Studies*^[2]», Stef Adriaenssens et Jef Hendrickx ont tenté par diverses méthodes, de faire une estimation des revenus que peut générer la mendicité à Bruxelles.

Partant du constat que les affirmations les plus diverses sont formulées sur la mendicité, les auteurs de l'étude décident de tester quelques hypothèses par une méthode empirique. Ainsi, ils se demandent si vraiment on peut devenir riche en mendiant ou même simplement se maintenir au delà du seuil de pauvreté, ou si la mendicité peut générer suffisamment de revenus pour devenir une entreprise soumise à une «*criminalisation*» semblable à la traite des êtres humains.

Pour déterminer ces revenus, les auteurs ont multiplié les sources d'information. Entretiens avec des sans-abri, mais aussi observations à distance, allant jusqu'à faire mendier des personnes engagées à cet effet.

Les résultats de l'étude donnent une fourchette de revenus par heure allant de 2,77 à 12,21 euros. Les chercheurs soulignent néanmoins de fortes disparités entre les revenus des Roms^[3] et les personnes d'origine belge. Ainsi, les Roms gagneraient en moyenne presque 3 fois moins qu'un autre ! La fourchette de revenu pour les Roms étant de 2,77 à 5,12 avec une moyenne de 3,94 euros, tandis que la même fourchette pour un «*indigène*» sera de 7,21 à 12,21, avec une moyenne de 9,71 euros. Au-delà des chiffres de revenus qui ne sont que des estimations, la différence liée à l'origine ethnique est flagrante.

Après avoir tenu compte des jours de pluie, de froid ou encore des ennuis avec la police qui limitent grandement le temps passé à la mendicité, les chercheurs tirent la conclusion principale : la mendicité est loin de pouvoir faire dépasser à elle seule le seuil de pauvreté. Pour les Roms, ne bénéficiant pour la plupart en Belgique d'aucune aide financière, le seuil de pauvreté sera bien loin. Pour les Belges disposant de revenus de substitution, la question est différente : la combinaison des deux peut améliorer la situation. «*Devenir riche*» en mendiant reste néanmoins impossible. Quant au rapport entre mendicité et crime organisé, les auteurs concluent que les revenus de la mendicité étant plusieurs niveaux en dessous de ceux de la criminalité organisée, il y a peu de chance de pouvoir trouver une quelconque connexion.

[1] Téléchargeable sur le site de l'observatoire de la santé et du social de Bruxelles-Capitale, <http://www.observatbru.be>

[2] *Urban studies*, 15 juillet 2010. Voir <http://usj.sagepub.com/>

[3] Voir à ce sujet le très bon dossier réalisé dans le numéro 68 du trimestriel «*ensemble*», édité par le Collectif Solidarité Contre l'Exclusion.

Entretien avec Diogène

Pour ne pas en rester aux statistiques sur la pauvreté à Bruxelles, nous avons décidé de rencontrer une association travaillant sur le terrain, en prise avec les «habitants de la rue». Laurent Demoulin est coordinateur de l'ASBL Diogène, qui a pour objectif d'accompagner ces habitants dans leur parcours de vie, de les soutenir et de les aider à reformuler un projet, jusqu'à la «sortie de la rue».

IEB : Pouvez-vous nous expliquer le travail quotidien du personnel de Diogène ?

Laurent Demoulin : Notre travail quotidien vise à créer un pont entre le monde de la rue et «la société» en général. Il s'agit d'aller à la rencontre de ces personnes pour tenter tout d'abord de nouer un premier contact avec elles. Nous allons dans leur lieu de vie, qui peut être l'espace public mais aussi un squat ou l'hôpital. Nous ne recevons pas dans nos locaux, ce qui nous évite de devenir un service social de plus. Nous cherchons comment débloquer et changer les situations. Nous n'avons pas une attitude fataliste qui oublierait que l'objectif est de sortir les gens de leur situation.

Sur Bruxelles, il y a beaucoup de ressources et de services qui peuvent accueillir les gens et répondre à leurs besoins. En cours de parcours, nous irons aider les personnes qui le veulent à rentrer en contact avec ces services. Mais quand nous les rencontrons au départ nous ne venons pas a priori avec des réponses toutes faites, nous tentons tout d'abord de connaître chacun, de découvrir les forces qui sont présentes et qui ont permis à ces personnes de survivre jusque dans la rue, afin de recomposer quelque chose, un projet.

Les sans-abri sont bien souvent à un moment de leur vie où il n'y a plus de désir : l'enchevêtrement des difficultés, sociales, familiales, mentales, physiques, devient très dense.

Il devient impossible de savoir dans tous ces problèmes lequel est cause de quoi.

Plus quelqu'un va mal, moins cette personne est en capacité de demander quelque chose, plus ce sera compliqué d'aller s'adresser à un service. Souvent, les gens de la rue connaissent très bien les institutions, ils ont déjà tenté de se faire aider. Mais dans ce parcours, ils ont connu des échecs qui les ont découragés.

IEB : Le problème se situe dans les institutions d'accueil elles-mêmes ?

LD : Pas vraiment. Tout d'abord il y a un problème dans le morcellement des institutions, car on construit des dispositifs très spécialisés. Aujourd'hui

chaque service s'occupe d'une chose particulière: santé, alcool, logement, etc. Mais les personnes de la rue ont souvent plusieurs problèmes à la fois, et les services spécialisés se retrouvent incompetents pour aider ces personnes.

Enfin, il y a un problème avec la rationalisation des services de soin. À l'hôpital par exemple, tout doit aller vite, les gens de la rue sont souvent considérés comme de «*mauvais clients*», avec des comportements parfois compliqués. On va alors traiter un problème physique, mais pas se préoccuper de la possibilité de maintenir la santé une fois sorti de l'hôpital. Nous les aidons à mettre en place un suivi et un fil rouge à travers ce morcellement.

IEB : Il n'y a donc pas de recette miracle pour sortir les gens de la rue ?

LD : Non, quand une personne se sent bien dans un lieu en dehors de la rue, ça passe toujours par du «*bricolage*». Ça passe par des choses qui doivent «*coller*» au plus près de la personne,

pour tenir. Les services standardisés où on traite les personnes à la chaîne, ça ne fonctionne pas. Les travailleurs en institution sont conscients de ce que la réussite du travail dépend de ce travail spécifique pour chacun.

IEB : Quel est le lien entre vos pratiques et les pratiques institutionnelles ?

LD : Tant qu'il y a un problème de logement, et que les gens avec un revenu d'intégration sociale (RIS) sont dans l'incapacité d'accéder à un logement décent, ça pose des difficultés très concrètes dans le travail de tous les jours. Le principal besoin que nous mettons en avant est un décloisonnement des champs de compétences. Il faut décloisonner les logiques de travail, car une personne sans abri a souvent un problème de santé et un problème de logement et un problème administratif, etc. Fragmenter les gens ne fonctionne pas, une politique globale doit être mise en place.

IEB : Quels sont les services qui s'occupent de médiation entre les

sans-abri et les commerçants, ou d'autres habitants de Bruxelles ?

LD : Au niveau de notre travail quotidien, nous sommes souvent interpellés par des citoyens. Certains se plaignent de gênes occasionnées par les sans-abri, d'autres sont plus préoccupés par quelqu'un qui dort dans la cage d'escalier de leur immeuble. Nous allons généralement rencontrer la personne qui appelle et celle pour qui on appelle. On essaye de voir si un dialogue est voulu et possible.

La plupart du temps, ce dialogue ainsi que des compromis de coexistence sont possibles. Les gens sont ouverts à l'écoute de l'autre et une personne sans abri peut comprendre que son comportement ou la place qu'elle occupe peut ennuyer un commerçant. On observe aussi que des échanges de services se mettent en place. Tout cela passe par de l'écoute et du dialogue et pas par des mesures qui sont proches de la répression ou de la coercition.

NICOLAS PRIGNOT

